

Comment les médias occidentaux couvrent la vie privée des politiques

LE MONDE | 11.01.2014 à 10h29|Par Marc Roche (Londres, correspondant), Frédéric Lemaître (Berlin, correspondant), Laurent Zecchini (Jérusalem, correspondant), Sandrine Morel (Madrid, correspondance), Philippe Ridet (Rome, correspondant) et Corine Lesnes ((correspondants))

La loi, la morale, l'influence de la religion pèsent différemment selon les pays, lorsqu'il s'agit de traiter de la vie privée des responsables politiques dans la presse.

- **AU ROYAUME-UNI, LA PRESSE SANS PITIÉ**

Malgré le scandale des écoutes téléphoniques, les tabloïds continuent d'accrocher les hommes politiques infidèles à leur tableau de chasse. Dans ce pays protestant, un homme politique payé par le contribuable a des comptes à lui rendre sur sa vie privée.

Les exemples sont légion. Dans les années 1980, plusieurs membres du gouvernement Major avaient dû quitter leur poste à la suite de *sex scandals*. L'absence de législation protégeant le droit à la vie privée, le manque d'autorité du régulateur des médias ou le coût de la justice assurent une totale impunité aux paparazzis.

Mais les choses changent. En 2004, Boris Johnson avait dû démissionner des instances du parti conservateur après la révélation d'une liaison extraconjugale. Ce scandale ne l'a pas empêché de rebondir quatre ans plus tard en se faisant élire maire de Londres.

- **EN ALLEMAGNE, LA DISCRÉTION DES MÉDIAS**

Ces dernières années, la presse allemande n'a fait aucune révélation majeure sur la vie privée des dirigeants politiques. De temps à autre, *Bild* ou la presse people annonce simplement que telle ou telle personnalité vit désormais avec telle ou telle personne sans que l'on sache vraiment si la fuite est organisée ou non.

Principal scandale de ces dernières années, la révélation par *Bild* en décembre 2012 de l'acquisition d'un logement privé par le président de la République, Christian Wulff, grâce à des prêts accordés par des amis. Le fait que le président ait téléphoné au directeur de *Bild* pour le dissuader de publier cette information et quelques révélations sur sa proximité avec d'influents hommes d'affaires ont contraint M. Wulff à démissionner.

- **EN ISRAËL, LA PRUDENCE DES JOURNAUX**

Les médias israéliens sont extrêmement prudents lorsqu'il s'agit de révéler la vie intime de leurs dirigeants. La raison de cette frilosité est sans aucun doute liée à l'influence de la religion dans la vie publique. L'ancien président israélien Moshe

Katsav, qui purge une peine de sept ans de prison après avoir été condamné (en 2011) pour viols et différents délits sexuels, est l'exemple incontournable : l'affaire Katsav avait éclaté en 2006, mais les rumeurs le concernant étaient bien antérieures. Les histoires de corruption des dirigeants sont bien plus couramment rapportées dans la presse.

- **EN ESPAGNE, LES POLITIQUES PROTÉGÉS**

En Espagne, rien ne filtre dans la presse sur la vie privée des responsables politiques. Seule exception : Juan Carlos. Les rumeurs sur les nombreuses infidélités du roi ont été publiées dans plusieurs essais comme *La Soledad de la reina*, de Pilar Eyre (2011), ou *Ladies of Spain*, d'Andrew Morton (2013), mais sont restées taboues dans la presse. La seule exception à cette omerta date de 2012, lorsque le journal de droite *El Mundo* a fait référence de manière relativement explicite à une liaison.

- **EN ITALIE, LE CAS BERLUSCONI**

La vie privée des hommes politiques en Italie est normalement protégée, comme celle de tous les citoyens, par les principes constitutionnels se référant au respect de la dignité, à l'intégrité et aux « *droits inviolables de la personne humaine* ». Ces principes s'opposent souvent au droit à l'information découlant de l'article 21 de la Constitution. Dans certaines limites (vérité des faits et présentation objective, intérêt public avéré), rien n'empêche la presse de relater des faits se rapportant à l'intimité des personnages publics.

C'est ce qui est arrivé à Silvio Berlusconi lorsque le quotidien *La Repubblica* a révélé sa présence à l'anniversaire des 18 ans de Noemi Letizia en mai 2008. M. Berlusconi a tenté de faire modifier l'article garantissant la liberté d'informer, en vain. La presse révélera, en 2010, les pressions qu'il a exercées sur le parquet de Milan pour faire libérer Karima El Mahroug, dite « Ruby la voleuse de coeur », une jeune fille de 17 ans soupçonnée de se prostituer dans les soirées « bunga bunga ».

Accusé d'abus de pouvoir et de prostitution de mineure, il a été condamné en première instance à sept ans de prison et à une interdiction à vie d'exercer des fonctions publiques.

- **AUX ETATS-UNIS, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION**

La vie privée des hommes politiques est nettement moins protégée aux Etats-Unis. Tout ou presque – à part les enfants, sauf s'ils sont présents dans les meetings – est considéré *fair game*. Non que le respect de la vie privée ne soit pas inscrit dans la loi, mais c'est un principe de droit commun. Lorsqu'il se heurte au principe de liberté d'expression, inscrit, lui, dans la Constitution, il doit s'effacer. La vie privée n'est plus protégée si l'atteinte qui lui est portée peut se réclamer du droit garanti par le 1er amendement

L'affaire *Closer* ne pourrait jamais se produire aux Etats-Unis. Le président n'a aucune liberté. Il serait impensable qu'il sorte de la Maison Blanche pour passer la nuit ailleurs sans que la presse en soit immédiatement informée. Depuis l'assassinat de Kennedy en 1963, l'association de la presse présidentielle a obtenu qu'un pool de

journalistes se relayent en permanence auprès du président, dès lors qu'il n'est pas à la Maison Blanche.

Une voiture spéciale est prévue pour eux dans le cortège officiel. Les membres du pool diffusent un compte rendu dès que le président sort de la Maison Blanche, même si ce n'est que pour des occasions purement privées. Les Américains considèrent que savoir à tout moment où est le président fait partie de l'information qui est due aux citoyens.

L'un des derniers scandales a mis en scène le candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2008, John Edward, dont l'épouse était aussi une figure publique. Dès 2007, le magazine *The Enquirer* l'a accusé d'avoir une liaison avec une vidéaste de sa campagne. Il a démenti pendant des mois avant d'être rattrapé par le scandale.

La liste est longue des hommes politiques mariés dont la presse a révélé les infidélités, de Bill Clinton à Newt Gingrich.